



De la méfiance à la confiance

Quand le dialogue social dépasse

Des élus, chefs d'entreprise et représentants syndicaux autour d'une même table pour dynamiser l'économie d'un territoire ! En Bocage Bressuirais (Deux-Sèvres), les membres du Comité de bassin d'emploi (CBE) ont dépassé leurs a priori pour surmonter les difficultés liées à des fermetures d'usines. Et même innover pour assurer le maintien de l'emploi.

“ *Au début du Comité de bassin d'emploi, c'était des engagements patronat-syndicats, une vraie lutte des classes. Ça a duré un an. Puis les syndicats ont été considérés comme des interlocuteurs à qui on fait confiance. Aujourd'hui, le CBE du Bocage est un exemple*”, raconte un ancien témoin de cette structure.

Au fur et à mesure des rencontres, nous avons appris à mieux nous connaître et à nous écouter

Mieux nous connaître

Créé dans les années quatre-vingt, le Comité de bassin d'emploi regroupe divers représentants liés à l'économie : chefs d'entreprise, salariés et élus. Chacun de ces collègues en assure la présidence pendant un an. *“Au départ, certains demandaient à quoi pouvait servir cet organisme, avec une méfiance mutuelle, notamment des patrons et des syndicalistes”*, se rappelle Michel Bécot, ancien sénateur-maire. *“Au fur et à mesure des rencontres, nous avons appris à mieux nous connaître et à nous écouter”*. C'est surtout la participation du directeur

des ressources humaines du groupe Heuliez⁽¹⁾, habitué à rencontrer les représentants des syndicats dans son entreprise, qui a permis de “dégeler” les rapports conflictuels. *“Les participants qui étaient toujours méfiants ne sont pas restés”*, rapporte encore Michel Bécot.

Puis le climat a changé. Les élus de bords politiques différents (socialistes, centristes ou gaullistes), les représentants de la CFDT - seul syndicat à être resté - les chefs d'entreprise soucieux de préserver l'emploi, ont voulu s'engager sur la voie de l'innovation. *“C'était le début du dialogue social territorial”*, indique Alain Robin, aujourd'hui directeur de la Maison de l'emploi du Bocage. Car au début des années 2000, des entreprises donnaient des signes de fébrilité, avec des perspectives de plans sociaux et même de fermetures.

Solutions pragmatiques

Le fait que des patrons se rencontrent avec des salariés et élus a permis d'inventer des solutions pragmatiques : ainsi, il y eut des “prêts” de personnel d'une usine à l'autre. Mais surtout, le CBE du Bocage a mis en place la Gestion prévisionnelle des emplois (GPE). *“Il s'agissait d'anticiper des*

les clivages

problèmes de recrutement dans certains domaines”, ajoute Alain Robin. Ainsi, pour la première fois en France, furent proposées à des femmes des formations à des métiers dans la métallurgie. *“C’était avant-gardiste”*.

Mais le CBE a eu aussi à affronter une vague de licenciements. *“Le même jour, une usine de confection et un grand groupe de transports étaient liquidés par le tribunal de commerce de Niort”*, se rappelle Alain Robin. Plus de 300 salariés se retrouvent sur le carreau. *“Nous avons alors ensemble mis en place une plate-forme de reconversion et de reclassement”*. Et aux soutiens locaux se sont ajoutés l’État et l’ANPE (Agence pour l’Emploi) dont ce n’était pas forcément la fonction. *“Mais ils ont estimé que le projet était pertinent, car porté par le CBE dont les membres étaient des partenaires. Le dialogue social avait porté des fruits”*.

Du côté des politiques, Michel Bécot, élu de droite, et Jean Grellier, député socialiste, ont toujours travaillé ensemble pour faire aboutir les projets du CBE: *“Cela a instillé une culture du dialogue très féconde. Sans compter l’estime réciproque qui s’est installée entre tous les membres. Car on s’enrichit au contact de gens qui ne pensent pas comme nous”*, remarque l’ancien sénateur.

Le bilan des cellules de reclassement et des formations qu’elles proposaient est plus que satisfaisant. Plus de 80 % des salariés qui avaient perdu leur emploi ont retrouvé un travail dans les années qui ont suivi. Et aujourd’hui



Christian Desbois

Le Comité de bassin d’emploi du Bocage est désormais intégré dans la Maison de l’emploi et de la jeunesse où la culture du dialogue reste primordiale.

On s’enrichit au contact de gens qui ne pensent pas comme nous.

encore, l’esprit qui anime le Comité de bassin d’emploi reste le même, porteur du souci d’assurer la bonne santé économique d’un territoire. Le taux de chômage du Bocage Bressuirais est, avec moins de 4,5 %, l’un des plus bas de France. ▲

⁽¹⁾ Le groupe Heuliez, spécialisé dans l’automobile, a compté jusqu’à près de 3 000 salariés dans le Bocage Bressuirais. Il a disparu en 2008.